

GAMBELLA - Ethiopie: les espoirs déçus des paysans réinstallés

Publié le 6 avril 2012 (</archives/6-avril-2012>).



Les employés dans une rizière à Gambella, en Ethiopie, le 22 mars 2012. — JENNY VAUGHAN AFP.COM

GAMBELLA - Quand le gouvernement éthiopien a proposé à Thwol Othoy de déménager vers de nouvelles terres, il a accepté, séduit par la promesse d'une meilleure vie: une terre à cultiver, non loin d'un centre médical et d'une école pour ses enfants.

Mais à Abobo, dans la région occidentale de Gambella, il ne lui a été octroyé que la moitié des dix ares de terres qu'il possédait auparavant et sur lesquels il cultivait du maïs. Et il lutte désormais pour nourrir sa famille.

"Il n'y a pas assez de nourriture", explique Thwol Othoy, 35 ans, assis pieds nus, vêtu d'un short en lambeaux et d'une chemise ouverte sur son torse osseux, près d'une modeste hutte, "on attend que le gouvernement défriche cette terre pour pouvoir la cultiver".

Thwol Othoy a été réinstallé à Abobo dans le cadre du programme gouvernemental "Commune" qui prévoit de regrouper des communautés rurales éparses afin de leur fournir un meilleur accès aux soins, à l'école et aux moulins.

Environ 1,5 million de personnes au total doivent être réinstallées d'ici 2013 dans le cadre de ce programme, mais des organisations de défense des droits de l'Homme accusent le gouvernement de chasser de force des habitants de leurs terres fertiles au profit d'investisseurs, souvent étrangers.

Selon Human Rights Watch (HRW), ces investisseurs occupent déjà 500.000 hectares de terres dans la région et 1,2 million d'hectares supplémentaires leur sont destinés d'ici les trois prochaines années.

Les autorités éthiopiennes démentent ces accusations: "si une société est éparpillée, il n'est pas possible d'entendre sa voix ou de fournir des services sociaux et économiques. Il est préférable de (créer) des regroupements organisés au sein de ces communautés", se défend le ministre éthiopien des Affaires fédérales, Shiferaw Teklemariam.

Dans la région de Gambella, quelque 200.000 personnes, soit un peu plus de la moitié de la population, doivent être réinstallées d'ici trois ans.

Obuk Ojulu, 25 ans, reconnaît que les familles concernées sont plus proches des services de base, mais dans son nouveau village, Kir, "les équipements ne sont pas suffisants, il n'y a pas de bibliothèque, pas de livre".

Et quand les habitants sont malades, raconte-t-il, ils doivent souvent marcher trois km jusqu'à la clinique voisine faute de matériel sur place.

- "la terre n'est pas bonne ici" - Comme de nombreux villageois il trouve le sol de Kir pas suffisamment fertile pour y faire pousser du maïs ou du sorgho: "Là où nous étions auparavant, il y avait de la bonne terre, mais ici ce n'est pas bon". Le gouvernement fournit bien quelques sacs de nourriture, mais seulement une fois tous les deux ou trois mois.

Le responsable du service régional de l'agriculture, Ahmoud Oto, dément les pénuries. "Là où ils vivaient, (les villageois) ne bénéficiaient d'aucun service", estime-t-il, "désormais, ils ont de l'eau potable, des soins et l'éducation".

"Il n'est pas question d'accaparement de terres", affirme devant une rizière où s'affairent les tracteurs, Milkesa Wakjira, un responsable de l'entreprise éthiopienne Saudi Star, qui loue un terrain de 10.000 hectares près d'Abobo.

Selon M. Milkesa, depuis que Saudi Star s'est installée, elle a créé des emplois, construit une route et fait don de 200 ruches aux paysans afin qu'ils produisent du miel.

L'ouverture aux investisseurs étrangers, qui se voient accorder des privilèges fiscaux, une main d'oeuvre bon marché et des baux à long terme sur des terres fertiles pour un loyer raisonnable, fait partie de l'ambitieux Plan de croissance et de transformation, élaboré par Addis Abeba pour faire de l'Ethiopie un pays à revenus intermédiaires d'ici 2015.

Mais les communautés sont exclues du processus, estime Ben Rawlence, un chercheur d'HRW. "Le droit au développement, ce n'est pas juste le droit de l'Etat de passer la terre au bulldozer. C'est aussi le droit des populations de choisir la manière dont elles veulent se développer", estime-t-il, interrogé depuis Londres.

Malgré la nourriture et la terre insuffisantes, Thwol Othoy n'envisage en tout cas pas de retourner dans son ancien village. "L'école est ici, l'hôpital est ici et l'eau est ici", explique-t-il.

— © 2012 AFP

A vous les meilleurs bons plans du web

VOITURES NEUVES



Jusqu'à 36% de remise parmi 38 marques et plus de 7.000 modèles

J'EN PROFITE
(<http://bon-plan-auto.elite-auto.20minutes.fr/>)

COURS D'ANGLAIS



Découvrez les cours d'anglais personnalisés par e-mail.

J'EN PROFITE
(<http://cours-anglais.20minutes.fr/>)

CINÉMA



Misez sur les plus grands films à l'affiche et découvrez les coulisses du cinéma !

J'EN PROFITE
(<http://20minutes.fr/>)

EPARGNE ENFANT



Vos achats en ligne rapportent de l'argent directement sur le livret d'épargne de vos enfants !

J'EN PROFITE
(<http://www.capitalkoala.com/partenaires/20minutes/>)

VOYAGES



Avec Travelzoo, profitez d'offres de voyages à prix cassés !

J'EN PROFITE
(<http://www.travelzoo.com/locales/>)